



Vives critiques autour de la vente de 632 logements sociaux à Montigny-lès-Cormeilles

(3/03/2012 10:00)

Alors que Philippe Doucet, maire d'Argenteuil et président d'AB Habitat, a fait voter une délibération portant sur le projet de vente de 632 logements sociaux de Montigny-lès-Cormeilles, les inquiétudes se font vives. La CGT dénonce un texte « *présenté dans la précipitation et sans aucune concertation* » alors que l'élu d'opposition argenteuillais et conseiller général Georges Mothron se dit « *extrêmement préoccupé sur le devenir des locataires* ». Philippe Doucet justifie cette vente par le besoin d'argent pour « *construire ou réhabiliter des logements dans l'agglomération d'Argenteuil Bezons* ».

Vivement critiqué, notamment par la CGT et l'opposition municipale d'Argenteuil, sur son projet de vendre 632 logements sociaux à Montigny-lès-Cormeilles, le socialiste Philippe Doucet invoque d'abord le nouveau Schéma départemental de coopération intercommunale et « *des destins divergents* » pour Montigny-lès-Cormeilles et la communauté d'agglomération d'Argenteuil Bezons. Autre raison, le président d'AB Habitat met en avant la volonté de l'agence de « *développer l'office sur Argenteuil et Bezons* ». Une volonté qui pousse



l'office HLM à renouveler ses fonds propres en vendant aujourd'hui pour réinvestir demain dans des projets de constructions et de réhabilitations de logements à l'horizon 2020, à Argenteuil et Bezons. « *18 millions d'euros ont été investi par AB habitat précédemment. Nous ne souhaitons remettre un tel budget pour la période 2014 - 2020* » explique Philippe Doucet.

Le maire d'Argenteuil en profite au passage pour égratigner le député UMP Georges Mothron, qui ne s'est pas privé pour critiquer cette vente. « *Je suis étonné des propos de Georges Mothron* » explique-t-il. « *Alors que l'Etat se désengage, nous n'aurions jamais dû déboursier ces 18 millions d'euros. Il n'a rien fait pour l'office, il ne s'est pas battu pour ces financements* » ajoute-t-il.

« **Pas de concertation avec les locataires** » selon la CGT

Ayant refusé de voter le texte, la CGT critique en premier lieu la manière de faire de Philippe Doucet, président d'AB Habitat et maire (PS) d'Argenteuil. « *Seuls la CGT et le représentant de Montigny n'ont pas voté ce texte présenté dans la précipitation et sans aucune concertation avec les premiers concernés que sont les locataires et sans en informer préalablement le Comité d'Entreprise d'AB-Habitat* ».

Le président d'AB habitat réagit. : « *Les discussions se déroulent avec le maire de Montigny. Une concertation aura lieu lorsque nous serons calés sur les éléments financiers* ».

Quel avenir pour les résidents des 632 logements ?

La CGT redoute les conséquences d'une vente. « *Les locataires devront payer deux fois le financement de leur logement : une première fois au travers de l'emprunt fait par AB-Habitat lors de la construction et une deuxième fois par le nouvel emprunt que devra contracter la société qui achètera les logements. Tout cela au détriment des travaux d'entretien, de réhabilitation et allant dans le sens de la flambée des loyers* » déclare le syndicat.

Une inquiétude partagée par le député (UMP) Georges Mothron, conseiller général et élu d'opposition à Argenteuil. « *Si jamais un bailleur autre que social venait à reprendre ces logements, rien ne l'empêcherait d'augmenter fortement les loyers. Les personnes aux revenus modestes qui occupent les lieux ne seraient alors plus en mesure de payer et donc contraints de partir* » déclare-t-il.

Une idée réfutée par Philippe Doucet. « *Il y aura un appel d'offre pour un autre bailleur social* » explique-t-il. « *Nous souhaitons que celui-ci possède la même approche qu'AB habitat. Cette décision sera prise en concertation avec la ville de Montigny* » ajoute-t-il.

http://www.vonews.fr/article_16648

©vonews - Mar 2012